

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 78

Mercredi 31 août 1977

Prix : 1 F

ÉDITORIAL :

L'Afrique, nouveau terrain de bataille pour les grandes puissances

Une nouvelle région du globe est en proie à la guerre et aux rivalités entre nations : « la corne de l'Afrique », c'est-à-dire la région bordant l'océan indien, à l'est du continent africain.

Un conflit ouvert est maintenant possible à tout moment entre la Somalie et l'Éthiopie. Depuis longtemps, la Somalie revendique la province de l'Ogaden, rattachée à l'Éthiopie, et son gouvernement soutient le FLSO (Front de libération de la Somalie). Et les visées expansionnistes de la Somalie ne s'arrêtent pas là, elles visent aussi l'Erythrée et Djibouti.

C'est une véritable guerre d'influence que se livrent les deux pays pour affirmer leur leadership dans cette partie de l'Afrique, et, comme dans tous les conflits de ce genre, les grandes puissances tirent les ficelles : d'un côté, l'URSS soutenant l'Éthiopie du sinistre colonel Mengistu, soudainement baptisée « socialiste », après les derniers soubresauts qui ont agité la fête du pays, et contre Mengistu au pouvoir ; de l'autre, les USA et accessoirement la France et l'Angleterre soutiennent maintenant la Somalie et y vendent force canons et fusils.

Ces conflits sanglants, au cours desquels meurent chaque jour des milliers d'être humains pour des buts qui ne sont pas les leurs, viennent s'ajouter à la misère déjà existante.

L'Éthiopie et la Somalie sont parmi les pays les plus pauvres du monde. La sécheresse, la famine y sévissent cruellement. L'impérialisme est directement responsable de l'état de délabrement et d'écartèlement de ces pays, en particulier l'impérialisme anglais et l'impérialisme italien.

Pendant la dernière guerre mondiale, après la défaite italienne face à la Grande-Bretagne, l'impérialisme anglo-américain voulut créer de toutes pièces en Éthiopie un pays puissant qui serait un point d'appui dans cette partie du monde et une base vers le pétrole arabe. L'Erythrée et l'Ogaden à population en majorité somalie furent intégrés de force à l'Éthiopie : déplacement de populations, création de frontières artificielles, découpage territorial anarchique : voilà une politique qui ne pouvait pas manquer de déboucher sur les affrontements sanglants que cette région connaît à l'heure actuelle.

Aujourd'hui ce sont les peuples de toute cette région qui paient très cher l'odieuse politique coloniale.

En attisant ces conflits, en vendant à ces pays canons et armement toujours plus sophistiqué, les grandes puissances créent une véritable poudrière dans cette région. La corne de l'Afrique constitue un nouveau « point chaud » qui vient s'ajouter à une liste déjà longue en Afrique comme ailleurs dans le monde, de « points chauds » où s'affrontent l'impérialisme et l'URSS par petits pays interposés. Depuis quelque temps c'est l'Afrique qui est devenue le champ clos privilégié des rivalités entre grandes puissances.

Mais le plus dramatique, c'est qu'à l'heure actuelle en Afrique, aucune des forces politiques dirigeantes n'est capable de proposer une politique qui mette fin à la mainmise des grandes puissances sur l'Afrique. Leur nature nationaliste ne permet à aucune d'elle de répondre aux entreprises de l'impérialisme en opposant une politique qui ferait l'unité des peuples d'Afrique. Au contraire, en dressant leurs peuples les uns contre les autres, les dirigeants nationalistes les conduisent dans une impasse sanglante.

Les travailleurs, les paysans pauvres, les affamés d'Éthiopie, de Somalie, du Soudan n'ont rien à gagner à cette exacerbation du nationalisme, à cette violence guerrière stupide pour des guerres qui ne sont pas les leurs. Ils ont tout à gagner à s'unir dans une même politique à la fois contre leurs dirigeants et au-delà, contre l'impérialisme et contre la bureaucratie qui tentent de tirer profit de ces conflits nationaux, en les exacerbant encore par la même occasion.

Une autre politique, d'autres perspectives pour les peuples africains, seul le prolétariat africain pourra en fournir à l'Afrique. Pas plus les Mengistu que les Neto ou les modérés liés à l'impérialisme, tels Senghor, Houphouët-Boigny, ne pourront sortir l'Afrique de la situation catastrophique qui est la sienne et écarter d'elle les dangers extrêmement graves qui la menacent. Mais, pour s'engager dans cette politique, il faut que les exploités d'Afrique rompent résolument avec le nationalisme, pour s'engager sur le chemin de l'internationalisme de tous les prolétaires, de tous les exploités du monde.

GUADELOUPE-MARTINIQUE : notre tournée d'août : un succès encourageant !

Cette année, militants et sympathisants de Combat Ouvrier ont effectué une tournée dans les communes de la Guadeloupe et de la Martinique durant tout le mois d'août.

Du 1^{er} au 14 août, nous étions en Guadeloupe et nos camarades sont passés dans 21 communes. Notre tournée en Martinique, commencée le 17 août doit se terminer le 30 août. Elle aura concerné 18 communes sans oublier les différents quartiers de Fort-de-France.

Nous arrivions dans la matinée et installions notre banderole, nos drapeaux. Une table de lecture, regroupant une sélection de romans ou de livres politiques était dressée, tandis que nos camarades se dispersaient dans les rues pour avertir la population de notre présence et passaient de porte en porte pour discuter avec les gens et vendre notre journal.

À la tombée de la nuit, une projection de diapositives était présentée sur différents thèmes : « le Chili », « la guerre d'Algérie », « Tiers Monde et sous-développement », sujets qui tous, permettaient que s'établisse une discussion à la suite de la projection.

À l'heure où nous écrivons, notre tournée n'est pas achevée sur la Martinique. Mais d'ores et déjà, nous pouvons dire qu'elle a connu un réel succès et a été intéressante à plus d'un titre.

Chaque jour des dizaines de



jeunes, de travailleurs qui passaient devant nos stands, s'arrêtaient venaient nous poser des questions, repartant soit avec un texte politique sur « Qu'est-ce que CO » ou sur « Notre position par rapport à la Gauche » ou encore un texte expliquant que « Combat Ouvrier présentera des candidats aux prochaines législatives ». Dans les communes, des centaines de livres ont été achetés par les

jeunes, les femmes et les travailleurs des différents quartiers. Sur l'ensemble de la tournée, pour le mois d'août, c'est quelques milliers de journaux qui ont été vendus. Et le soir, chaque projection regroupait entre 30 et 120 personnes, parfois plus, selon les lieux.

Dans toutes les communes, la population s'est montrée intéressée.

(Suite page 3)

GUADELOUPE : les travailleurs de CATE se mettent en colère

À la fin du mois de juillet, les travailleurs de la Cate dont l'entreprise est en cessation de paiement depuis la fin du mois de mai avaient rendez-vous avec la préfecture pour discuter de l'affaire.

À 11 h 30, heure prévue pour le rendez-vous, personne ne vient discuter avec ces travailleurs de Cate. Fatigués d'attendre, les travailleurs présents, plus d'une centaine, décident de faire savoir leur mécontentement à l'intérieur même de la préfecture.

Ils refusent de quitter les lieux tant qu'on ne leur aura pas répondu sur la question du paiement de leur salaire et de leurs indemnités. Cela provoque évidemment un certain trouble dans la préfecture : le siège du pouvoir colonial envahi par des travailleurs en colère !

Aussitôt — en quelques minutes — on trouvait les responsables qui justement avaient fait défaut pour discuter avec les travailleurs. Ces responsables des services du travail se mettent en branle, et on sort finalement un chèque de 550 F (par ouvrier) des-

tiné à calmer la colère des travailleurs. Cet argent étant présenté comme une « indemnité pour les pertes subies pendant les événements de la Soufrière ! »

On promettait aussi aux travailleurs que les machines de l'entreprise Cate seraient vendues pour les payer.

Bien sûr, cette manifestation de colère des travailleurs n'a pas permis de tout régler. Mais elle a montré que les travailleurs étaient décidés à se battre pour ne pas être les victimes de la faillite — réelle ou frauduleuse — de leur entreprise.

Et il n'est pas impossible — vu leur combativité actuelle qu'ils refusent le syndic désigné pour opérer la confiscation du matériel de la Cate, pour s'en charger eux-mêmes.

Car, même si sous la pression des travailleurs, l'administration a finalement promis que le matériel serait vendu pour les payer, le plus sûr serait que les travailleurs s'occupent eux-mêmes de cette affaire ou la contrôlent étroitement. Car après tout, c'est de leur bien qu'il s'agit.

Bientôt le Gala de Combat Ouvrier en Martinique

APPEL AUX ARTISTES

C'est le samedi 3 décembre qu'aura lieu le premier gala de Combat Ouvrier à la Martinique.

Nous devons rappeler par ailleurs que depuis 1974, nous organisons un gala annuel à la Guadeloupe et dans l'émigration en France, et c'est dans la lignée de ceux-ci que se déroulera notre gala à la Martinique.

Le gala de CO en Martinique, comme pour ceux de Guadeloupe et de l'émigration en France, ce sera l'occasion pour les participants, travailleurs, jeunes, femmes, de mieux nous connaître, de discuter avec nous, de visiter notre stand de livres, de lire nos panneaux.

Mais gala politique, ce sera aussi un gala tout court. C'est-à-dire que nous désirons présenter au public le choix d'artistes le plus varié possible.

C'est pourquoi nous lançons dès maintenant un appel aux artistes en leur demandant de se faire connaître pour le cas où ils désireraient participer à notre gala.

Notre tournée en Guad

Baie-Mahaut

Une assistance nombreuse au bourg... Un incident à Calvaire

LE mardi 8 et le mercredi, nous étions à Baie-Mahaut. Le maire socialiste Chammougom ne fit aucune difficulté pour nous offrir le marché du bourg et l'école de Calvaire pour projeter nos montages de diapositives.

C'est ainsi qu'il n'y eut aucun problème le mardi 8 août sous le marché du bourg.

Par contre, le mercredi 9, deux conseillers municipaux du quartier de Calvaire, aidés d'un garde-champêtre tentèrent de nous expulser de l'école, prétextant que nous n'avions pas d'autorisation du maire. Mais ce n'était justement qu'un prétexte pour ces apprentis-dictateurs de quartier pour mettre au grand jour leur hargne anti-communiste.

CHAZEAU (Abymes)

LE vendredi 12 août, c'est à Chazeau, une des principales sections des Abymes, que nous nous étions installés.

L'accueil de la population fut fort sympathique et c'est devant une cinquantaine de personnes, en majorité des petits paysans et des ouvriers, que commença la projection des deux montages de diapositives sur le Chili et sur le Mouvement noir aux USA.

Sitôt la projection terminée, le débat s'engagea. Les questions fusèrent, notamment sur l'Union de la Gauche et sur notre po-

sition par rapport à celle-ci. Ils durent battre en retraite devant la détermination de nos camarades. Ils ne réussirent pas à rassembler contre nous la population qui ne se gênait d'ailleurs pas pour dire son désaccord avec leurs méthodes. Un jeune déclara même : « Yo couilloné moin pou élection la ça, mais en péké voté ba yo encô ».

Les conseillers réactionnaires trouvèrent donc plus efficace de couper la lumière, nous privant d'électricité et interdisant de fait notre projection de diapositives.

Mais même là, ils en furent pour leurs frais : en effet, un autre conseiller municipal, ouvrier à l'usine de Grosse-Montagne et sympathisant de notre tendance, mit à notre disposition sa maison

et là nous pûmes faire notre projection devant plus de 50 personnes. Là, nos camarades ainsi que le conseiller municipal dénoncèrent les menées des con-

seillers réactionnaires et furent chaleureusement applaudis par l'assistance attentive.

Ainsi, à Calvaire Baie-Mahaut, la population laborieuse a fait

respecter le droit à la libre expression, et cela suffit à montrer que lorsque les travailleurs veulent que les droits démocratiques soient respectés, ils y arrivent.

● DESHAIES :

Fleming débordé à droite par un conseiller municipal

A Deshaies, le maire communiste, M. Fleming, contacté, devait nous répondre qu'il ne pouvait rien mettre à notre disposition, même pas la bibliothèque encore vide. Sur place, le responsable de l'association culturelle « Les FREGATES », contacté devait nous accorder la salle tenant lieu de Maison de Jeunes

qui... n'est autre que la bibliothèque. Et, alors que nous nous installions, un conseiller municipal intervint pour nous dire que la salle nous était refusée.

Nous décidâmes alors de nous installer sur le trottoir de la Maison des Jeunes, un membre de l'association acceptant de nous

fournir le courant électrique.

Alors que la projection était commencée, le conseiller municipal cité plus haut intervint à nouveau pour prétendre que, n'ayant pas l'autorisation du maire, nous n'avions pas le droit de nous installer où nous étions. La projection put cependant continuer.

● MORNE-A-L'EAU :

Dans le festival cultu

A Morne-à-l'eau, le groupe CO de Grande-Terre, après avoir pris contact avec le maire et les responsables de Maison des Jeunes, s'intégra dans les activités d'une semaine culturelle organisée par la municipalité. Le stand Combat Ouvrier fut monté à la Maison des Jeunes.

Pendant trois jours, entre les spectacles folkloriques et culturels, des dizaines de jeunes vinrent discuter autour du stand et purent voir notre projection sur la guerre d'Algérie.

Petit Canal, Port Louis

A Petit-Canal, à Port-Louis, là aussi, nous pûmes discuter avec de nombreux jeunes, intéressés par le stand et par la projection.

A Petit-Canal, des jeunes du PC vinrent porter la contradiction et le débat fut très animé, surtout le deuxième soir, mais resta toujours fraternel.

● ANSE-BERTRAND : 120 personnes au rendez-vous

A l'Anse-Bertrand, municipa-

lité de droite (RPR), le maire, Moustache, nous a accordé un emplacement central, sous le marché, sans aucun problème.

Le soir, 120 personnes se regroupèrent autour du stand pour voir la projection. De nombreuses questions furent posées du type : « Pourquoi dites-vous que la gauche, si elle arrive au pouvoir, ne changera rien au sort des travailleurs » ? « Quel est le programme de Combat Ouvrier ? », « L'indépendance est-elle possible aux Antilles ? ».

La discussion se poursuivit tard dans la nuit avec de nombreux jeunes qui entouraient nos camarades.

Au Moule :

Trois jours d'incidents et de heurts avec les nervis de Beaujean. La population favorise notre droit à l'expression

DANS la commune du Moule, les nervis et les fiers-à-bras du docteur Beaujean, maire en place depuis les élections municipales, s'attaquèrent violemment à nos camarades.

Le maire nous avait bien accordé un local mais isolé de la population et qui ne convenait pas du tout au type d'action que nous voulions mener pendant cette campagne. Nous nous sommes donc installés sur le kiosque, situé sur la place centrale.

Les nervis du maire arrachèrent notre banderole et nos dra-

peaux et s'en prirent physiquement à nos camarades. Mais très vite la foule se massa autour du kiosque et les isola. Une vive discussion s'engagea. Nos camarades expliquèrent nos positions. Ils dénoncèrent avec force le manque de démocratie de la municipalité qui utilise des nervis.

La discussion se poursuivit toute la matinée.

Ce n'est que vers quinze heures que les hommes de main de Beaujean, après avoir reçu du renfort, attaquèrent à nouveau notre stand. Malgré l'opposition

de nos camarades, ils jetèrent nos panneaux, renversèrent tables et livres et voulurent même briser une de nos voitures.

Pendant trois jours, ces mercenaires de la municipalité allaient nous espionner et tenir la nuit un véritable siège autour de notre maison en tentant de nous intimider, armées de pierres, de barres de fer et même d'armes à feu.

Mais dès le deuxième jour, un tract de Combat Ouvrier dénonçant ce qui s'était passé circula dans la ville, très bien accueilli par une population indignée par les mé-

thodes du maire.

D'autre part, des jeunes avaient tenu à prendre position dans un tract dénonçant le climat de terreur que faisaient régner les hommes de Beaujean depuis quelque temps.

Le troisième jour, notre projection de diapositives put enfin avoir lieu dans une salle que les jeunes avaient mise à notre disposition mais elle fut précédée d'un meeting d'explication et de protestation. Une cinquantaine de personnes avaient tenu à être là et parmi eux, une dizaine de jeunes

nous assurant de leur soutien.

En définitive, Beaujean et ses nervis qui voulaient nous empêcher de nous exprimer dans la commune, ont dû reculer face à la volonté des jeunes, de la population du Moule.

C'est une bonne chose qu'au sein de la communauté elle-même, notre détermination ait réussi à provoquer un tel geste de résistance aux méthodes dictatoriales de la municipalité.

Bien des jeunes attendent désormais de nous revoir dans cette commune pour une action plus en profondeur.

loupe et en Martinique



Fort-de-France, au quartier Volga, les discussions commencent.

Un succès encourageant !

(Suite de la page 1)

sée par cette activité et nous a toujours réservé un accueil favorable, appréciant les discussions.

Des contacts étaient noués. Des jeunes nous demandaient ce qu'il fallait faire pour « devenir révolutionnaire ». Et lorsque certaines municipalités telles celles du Carbet ou de St-Pierre en Martinique, celle du Moule en Guadeloupe, ont voulu, d'une manière ou d'une autre, empêcher le déroulement normal de cette activité, la population n'appréciait pas cette manière autoritaire de la municipa-

lité de vouloir choisir à sa place ce qui pouvait l'intéresser.

Souvent les questions portaient sur l'indépendance ou sur la prochaine arrivée de la gauche au pouvoir et sur ce que cela peut apporter aux travailleurs. C'était bien sûr une occasion pour nos militants d'expliquer nos positions sur ces deux problèmes qui intéressent beaucoup les jeunes en particulier. A tel point que le soir après le débat, nous étions accablés littéralement par des jeunes qui voulaient encore des ré-

ponses, même tard dans la nuit.

Une telle tournée a été aussi riche d'enseignement. Elle montre que les travailleurs, les jeunes, enfin toute la population laborieuse de ces pays, est extrêmement scieuse de son avenir. Elle est avide d'explication politique, de discussions ; et une population qui s'interroge, qui se pose des questions, c'est déjà une population qui n'admet plus la situation de misère que lui impose le colonialisme français. Et pour nous, militants révolutionnaires, ceci est extrêmement encourageant.

MARTINIQUE :

A SAINT-PIERRE

Jean Maurice à visage découvert

Jeudi 18 août, Combat Ouvrier se trouvait à Saint-Pierre (Martinique). Là le nouveau maire de la ville, Monsieur Jean Maurice qui se dit « sans étiquette politique », nous refuse l'autorisation d'utiliser un kiosque situé sur la place publique.

Nous avons alors installé notre stand non loin du kiosque et nous avons obtenu d'un commerçant la possibilité de capter chez lui l'électricité pour faire fonctionner nos appareils (sonorisation et projection).

C'est alors que Jean Maurice, hors de lui, arriva pour nous intimiser l'ordre de défaire notre installation et de quitter les lieux. A ceci nous avons répondu qu'il outrepassait ses droits, que nous

avions l'intention de projeter notre montage de diapositives sur les événements du Chili en 1973 et d'avoir une discussion avec tous les Pierrotins qui le désireraient.

Devant notre attitude et un début d'attroupement, Jean Maurice s'en alla, mais ce fut pour revenir peu après accompagné de quelques inconditionnels hystériques.

De surcroît, Maurice s'était ceint le ventre de son écharpe de maire et des policiers municipaux l'accompagnaient.

Malgré l'indignation des jeunes et de plusieurs autres personnes qui étaient venues discuter avec nous, nous fûmes donc contraints de ranger notre matériel. Mais pendant près d'une heure nous avons continué à discuter avec

les petits groupes qui s'étaient formés et à vendre notre presse.

Jean Maurice pour cette fois est resté maître du terrain, mais la sympathie que nous avons rencontrée chez plusieurs Pierrotins, notamment de nombreux jeunes très déçus de n'avoir pu assister à notre projection-débat, constitue un gage précieux pour l'avenir.

Le lendemain de cet incident, nous avons diffusé dans la ville un tract qui fut bien accueilli par la population.

Ainsi, quelques mois après l'élection de Maurice, il a suffi qu'une tendance politique défendant des idées favorables aux travailleurs tente de les expliquer à Saint-Pierre pour que cet individu

dévoile — contrairement à ce qu'il affirme — qu'il possède une « étiquette politique ». Cette étiquette, les travailleurs de Saint-

Pierre la connaissent bien, c'est celle de la droite réactionnaire, anti-démocratique et par-dessus tout anti-ouvrière.

François

Notre tournée en Martinique débuta le 17 par deux journées particulièrement intéressantes dans la commune de François. La municipalité à composition socialiste et communiste conduite par le socialiste Wan-Ajouhu mit obligeamment à notre disposition le marché et facilita le plus possible notre installation.

C'est donc sous le marché que nous avons tenu notre stand de livres. De nombreuses personnes

vinrent discuter avec nos camarades, notamment des partisans du PCM qui exprimèrent leur désaccord avec notre position sur l'Union de la gauche.

Les deux soirs, nos montages de diapositives sur la guerre d'Algérie et le Tiers-Monde attirèrent chaque fois de 30 à 50 personnes, dont beaucoup de jeunes qui posèrent de nombreuses questions notamment sur la question de l'indépendance.

VAUCLIN :

Accueil chaleureux de la population, malgré l'opposition du maire Juston

Au Vauclin, le maire réactionnaire Juston nous refusa carrément un emplacement pour nous installer, ne voulant pas, dit-il, prêter le flanc aux accusations de gauchisme que ne manqueraient pas de lui porter certains de ses administrés, alors qu'il s'était présenté devant eux « sans étiquette ».

Naturellement, ce n'était qu'un prétexte pour nous refuser le droit de nous exprimer. Mais nous passâmes outre aux interdictions du maire et nous réussîmes à tenir deux soir de suite notre projection de diapositives, comme il était prévu à notre programme.

Nous avons en effet rencontré la sympathie de Vauclinois qui désapprouvaient l'attitude dictatoriale de leur maire et qui nous prêtèrent un local.

C'est ainsi que le premier soir, nous pûmes parler en plein centre du bourg devant près de 150 personnes, grâce à l'obligeance

d'un habitant qui nous offrit son bar pour y tenir notre projection.

Deux gendarmes, envoyés par le maire pour tenter de nous intimider, durent rebrousser chemin piteusement devant notre résistance et devant l'hostilité de la population.

Les marins-pêcheurs, nombreux dans l'assistance, profitèrent de notre micro pour exprimer leur mécontentement devant les difficultés qu'ils rencontrent dans leur métier : rôle élevé, tracasseries des douaniers, insuffisance des embarcations.

L'un d'eux proposa de faire circuler une pétition pour exiger que cessent les contrôles abusifs de certains douaniers, initiative que nous soutenons et qui montre que les marins-pêcheurs ressentent fortement le désir de s'organiser.

Le deuxième soir, ce fut à la MJC du Vauclin que nos camarades installèrent le stand CO.

Cependant, là aussi se faisait sentir la pression politique et la volonté du maire d'empêcher toute libre expression dans sa commune, car même les responsables de la MJC eurent quelque hésitation à nous laisser librement déployer notre banderole dans leur local.

Cependant les jeunes comprirent finalement qu'en cédant dans ce cas devant les pressions et les tentatives d'intimidation du maire, c'était leur propre possibilité de s'exprimer sur quelque sujet que ce soit qui était menacée, et ils décidèrent d'aller protester auprès du maire contre l'atteinte flagrante à la liberté d'expression dont nous fûmes victimes dans la commune. Ceci montre bien qu'en pays colonisé même les droits démocratiques les plus élémentaires ne sont pas acquis et qu'il faut quotidiennement se battre et résister pour les défendre.

GUYANE :

La sottise et l'arbitraire d'une administration coloniale

« Combat Ouvrier » s'est fait l'écho il y a quelques temps des tracasseries administratives dont était l'objet une ressortissante algérienne, Salima Adjali, désireuse de se marier à un militant syndical anti-colonialiste guyanaise, Alain M'chei.

Salima Adjali a été arbitrairement et illégalement interdite de séjour sur l'ensemble du territoire français par une décision du... seul préfet de Guyane.

Le Conseil d'Etat, la plus haute instance juridique de

France sur le plan administratif, vient de rendre une décision reconnaissant à Salima Adjali le droit de demeurer et de circuler librement en France — donc aussi dans les DOM-TOM — comme le prévoit une convention passée entre les gouvernements français et algérien. Mais le ministère de l'Intérieur refuse de s'y conformer simplement parce que l'administration française souhaite qu'en maintenant hors de ses frontières Salima Adjali, Alain M'chei, militant gênant et indésirable pour le pouvoir colonial, partira de Guyane.

LE SOUTIEN HYPOCRITE DE LA FRANCE AUX RACISTES D'AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement français s'est scandalisé d'apprendre que l'Afrique du sud est prête à s'équiper en armements atomiques, ce qui devrait se traduire prochainement par l'explosion d'une bombe. Les déclarations de mise en garde se sont multipliées, la France se déclare prête à cesser ses bonnes relations avec l'Afrique du sud, en cas d'essai atomique.

On pourrait penser que ces menaces viennent bien tard, quand on sait que la France est le premier fournisseur d'armes à l'Afrique du sud et surtout qu'elle a fait bien davantage : elle a aidé ce pays à l'installation d'usines nucléaires grâce auxquelles les racistes d'Afrique du sud auraient

toute possibilité matérielle de s'équiper en armement atomique. Bien sûr, cette possibilité n'est pas prévue dans le contrat avec la France. Mais ces jours-ci la France a des raisons toutes particulières d'affirmer qu'elle n'est en rien responsable d'une éventuelle explosion atomique par l'Afrique du sud.

En effet, la tournée que vient d'effectuer le ministre français des Affaires étrangères dans la partie est de l'Afrique ne s'est pas bien passée. Un peu partout il a été reproché à la France son soutien militaire au gouvernement raciste d'Afrique du sud qui exerce la pire des répressions contre la majorité noire qui lutte pour sa liberté. Le ministre français a

même été contraint d'écouter son voyage : des pancartes — « France, arrête l'assistance aux cannibales racistes d'Afrique du sud », « la France hors d'Afrique », « Allez-vous-en ! » — brandies par les étudiants tanzaniens, sont venues rappeler à ce commis voyageur, représentant en armements, qu'on ne peut impunément défendre les intérêts impérialistes et dans la même temps être partout reçu à bras ouverts. Alors l'annonce des intentions de l'Afrique du sud tombe bien mal pour les dirigeants français, et leurs menaces ne sont qu'une méprisable comédie destinée à apâter de nouveaux clients pour leurs mirages et autres engins de guerre.



Manifestation contre la venue du ministre français.

CORSE : l'autonomie au profit de qui ?

Le dimanche 14 août, à Furiani, près de Bastia, près de 8 000 personnes se sont rassemblées à l'appel de l'UPC (Union du Peuple Corse).

L'ampleur de cette manifestation qui, incontestablement a été un succès, témoigne, si besoin était, que nombreux sont les habitants de cette île qui se sentent corses avant tout. Le programme de l'UPC qui revendique l'autonomie rencontre auprès d'eux un

écho certain.

Mais ce rassemblement de Furiani a été aussi l'occasion pour les leaders de l'UPC, les frères Siméoni, de préciser leurs conceptions. Pour eux, l'autonomie, cela signifie un gouvernement régional, « un groupe de personnalités prenant en main le destin de la Corse ».

Ces personnalités disposeraient donc d'une parcelle de pouvoir pour répartir les fonds et tenter

de promouvoir un développement régional. Dans un tel projet, les politiciens, dont les frères Siméoni, trouveraient leur compte ; cela leur permettrait en effet un épanouissement de leur carrière politique. Certains bourgeois et petits bourgeois y gagneraient peut-être aussi des avantages, puisque en tant que Corses ils seraient prioritaires pour l'obtention de capitaux, pour l'installation d'entreprises. Mais on ne voit pas

ce qui changerait pour les travailleurs et pour l'ensemble de la population car, pour eux, le problème dépasse l'établissement d'une carte d'identité corse. Leur véritable problème est celui de l'exploitation capitaliste.

Et si demain, le gouvernement français accédait aux demandes de l'UPC et accordait l'autonomie à la Corse, les travailleurs corses auront encore à lutter contre les exploiters.

FRANCE :

Sécurité Sociale : Nouvelle attaque contre les travailleurs

Une décision ministérielle, parue au courant du mois d'août et mettant en cause les remboursements de la Sécurité Sociale, sera appliquée au 1^{er} octobre 1977.

Elle concerne un certain nombre de médicaments couramment utilisés, qui ne seront plus remboursés qu'à 40 % et l'augmentation des consultations médicales.

A travers cette décision, c'est encore le pouvoir d'achat des classes laborieuses qui est réduit. De ce fait, elles seront les plus lésées.

Le gouvernement cherche à combler le prétendu déficit de la Sécurité Sociale et au lieu de réclamer aux grosses entreprises privées les millions qu'elles doivent, voire de reverser dans la caisse déficitaire l'argent qu'il y a lui-même puisé, en lui faisant supporter des dépenses normalement financées par l'Etat, il s'attaque aux classes défavorisées.

POLEMIQUE PC-PS

le PC veut assurer ses sièges au futur gouvernement

La polémique PC-PS est à nouveau à l'ordre du jour.

Il n'y a pourtant là rien de nouveau puisqu'elle dure depuis trois ans. Seulement elle semble ces derniers temps s'être envenimée. Marchais en effet ne ménage pas son partenaire du Programme commun et il se montre de plus en plus virulent à son égard. La querelle porte apparemment sur quelques nationalisations supplémentaires et sur le SMIC. Mais ce ne sont là que

des alibis car en fait, par là, Marchais cherche surtout à persuader Mitterrand qu'il ne doit pas songer à « larguer » le PC avant ou après les élections.

Le secrétaire général du PCF a de moins en moins confiance en ce partenaire qu'il sait prêt à rompre l'alliance avec les communistes, si celle-ci lui paraît gênante ou non indispensable. Dans cette polémique, Georges Marchais cherche surtout, face à l'attitude inquiétante de Mitterrand

et de ses proches, et après les récents succès électoraux du PS, à recréer un rapport de forces à son profit.

Critiqué sur ses exigences jugées compromettantes pour l'économie française, Marchais répond qu'il n'est pas question que les travailleurs cautionnent une politique d'austérité. Aussi n'hésite-t-il pas à menacer Mitterrand en lui rappelant que le PC est capable de contrôler les travailleurs. Mais

ce ne sont que des menaces. Il ne peut en être autrement car le PC a choisi d'arriver au pouvoir par la voie électorale et ne le peut qu'en faisant alliance avec le PS. Parce qu'il refuse de faire appel aux travailleurs et de leur tenir un autre langage à savoir qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, et que Mitterrand est un homme de la bourgeoisie, le PCF est réduit à limiter l'expression de son mécontentement à la hauteur du verbe et la menace.

Les nationalistes conseillent la division entre travailleurs antillais de l'émigration

TRAVAILLEURS martiniquais et guadeloupéens de l'émigration se retrouvent souvent au coude à coude pour défendre l'un de leurs camarades de travail ou pour dénoncer les méfaits du colonialisme français dans les DOM. Cela n'a pas l'air de plaire aux étudiants nationalistes guadeloupéens du *Patriote Guadeloupéen*. Pour ces derniers, les Guadeloupéens ne doivent surtout pas s'organiser avec les autres Antillais. Ces nationalistes revendiquent en effet le caractère spécifique des Guadeloupéens et attaquent notre tendance qui ne sépare pas Guadeloupéens et Martiniquais de l'émigration. Ils nous reprochent également d'organiser le même type de lutte en Martinique et en Guadeloupe qui seraient, selon eux, deux « nations » totalement différentes, nécessitant donc des stratégies bien différentes.

Il est cependant une distinction, fondamentale celle-là, que les nationalistes se gardent bien d'aborder à ce sujet. C'est la différence entre d'une part les ouvriers, les exploités guadeloupéens et d'autre part les bourgeois ou petits bourgeois qui tout en étant guadeloupéens n'aspirent qu'à prendre la place du colonisateur français et exploiter à leur tour. Noyer les oppositions d'intérêts entre exploi-

tés et exploiters ou aspirants exploiters guadeloupéens en parlant de « nation guadeloupéenne », telle est la politique des nationalistes. Ils espèrent ainsi plus facilement placer leurs politiciens à la tête de la Guadeloupe indépendante sans que les exploités aient le moyen ni même le désir de les contrôler.

Eh bien ! Qu'ils nous attaquent sur ce point. Ils ne montreront

que mieux à quel point nous n'avons rien à voir avec eux et combien nos buts ne sont pas les mêmes. A Combat Ouvrier, nous nous sommes fixés pour but la prise du pouvoir par la classe ouvrière des Antilles, c'est-à-dire le contrôle et la direction du pays par les travailleurs. Cela veut dire aussi, bien sûr, l'indépendance des Antilles. Mais sur ce seul terrain de l'indépendance nationale, nous ne pouvons même pas

nous fier aux nationalistes. Ils refusent aux travailleurs le droit de s'organiser à part, indépendamment des petits bourgeois qui n'aspirent qu'à devenir les nouveaux exploiters, mais ils sont, eux, les véritables diviseurs. En effet leur nationalisme étroit affaiblit le prolétariat guadeloupéen à qui ils veulent retirer l'alliance et le soutien des prolétaires antillais contre un oppresseur commun.

MANIFESTATIONS RACISTES EN ANGLETERRE

Les 13 et 15 août derniers, de violentes bagarres éclatèrent entre militants d'extrême-droite du Front National et policiers d'une part, militants d'extrême-gauche et Noirs de l'autre. Elles firent une centaine de blessés.

Ces combats faisaient suite à une manifestation que le Front National de M. Webster avait organisée à travers Lewisham, quartier de Birmingham peuplé en majorité d'Antillais, d'Africains, de Pakistanais et d'Hindous, pour réclamer l'arrêt de l'immigration noire. Le Front National considère

en effet, les immigrés et en particulier les Noirs comme étant responsables du chômage, de la baisse du niveau de vie, et de la hausse de la criminalité.

Ces manifestations racistes ainsi que les récents résultats électoraux du Front National (20 % des voix dans un quartier populaire de Londres) témoignent de l'écho que rencontrent la démagogie et le racisme de cette organisation au sein d'une fraction populaire inquiète devant la montée du chômage.

En désignant les immigrés comme responsables des difficultés que rencontrent les classes laborieuses, le Parti National utilise une vieille méthode qui a, par le passé, fait ses preuves et qui consiste en période de crise à détourner les travailleurs des véritables responsables de la crise.

Mais les travailleurs immigrés d'Angleterre ont déjà montré par le passé qu'ils n'ont nullement l'intention de se laisser intimider et ils ont bien raison.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication : Jocelyn BIBRAC

Adresser toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR BP 214

97110 POINTE-A-PITRE (GUADELOUPE)

ou BP 386 97204 FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

BP 80

93302 AUBERVILLIERS Cédex

Impression

Graphie-Press

Epinay-sur-Seine

Commission paritaire

N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :

— ordinaires 1 an : 12 F

— sous pli fermé 1 an : 15 F

ANTILLES :

— sous pli fermé 1 an : 15 F

ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC

CCP 32 506-71 La Source